

Gerhard Wisnewski

Les Dessous du **TERRORisme**
(Top Secret)
Qui dirige le monde par la peur ?

Traduit de l'allemand par Janine Bourlois

Collection Résistances
Éditions Demi-Lune

PREMIÈRE PARTIE :
LES DESSOUS DU TERRORISME

1.

Espagne : Bambi et le méchant

Madrid, gare d'Atocha, 11 Mars 2004, 8 heures. Une scène de guerre : le train de banlieue rouge et blanc a été éventré en plusieurs endroits par des bombes. Sur les rails à côté du train gisent des morceaux de corps humains, des morts et des blessés graves sur lesquels se penchent les premiers secouristes. On recouvre sommairement les cadavres avec des vêtements. Près de 200 morts gisent dans les trains, près des rails et dans les gares d'Atocha, Pozo del Tío Raimundo et Santa Eugenia. À cela s'ajoutent 1 500 blessés. Un spectacle d'horreur. Entre 7 h 39 et 7 h 41, dix bombes ont explosé dans les trains et les gares. Toute l'activité quotidienne de la ville s'interrompt, les services de santé sont submergés. Les médecins abandonnent leurs cabinets et se précipitent sur les lieux des attentats pour apporter leur aide. Les blessés sont transportés dans les hôpitaux en autobus et en taxi. Tout le centre-ville est bouclé, des secouristes installent un hôpital de campagne près de la gare d'Atocha. Dans la précipitation, on prélève le sang de donateurs volontaires. Partout, des blessés gémissent de douleur. Les prises de vues et les photos diffusées peu après dans le monde entier donnent le frisson : un jeune homme aux cheveux bruns, couvert de sang, un œil boursoufflé, est adossé à un arbre. Une chose est sûre : celui que l'on rendrait responsable des attentats aurait à subir une tempête d'indignation. Et tout cela précisément à trois jours des élections législatives du 14 mars 2004.

L'OMBRAGEUX OU LE LUMINEUX ?

Avant les attentats, déjà, la campagne électorale était acharnée. L'observateur extérieur pouvait avoir l'impression qu'il s'agissait de choisir entre le bien et le mal. C'était en tout cas un conflit entre l'ombre et la lumière. Le rôle de l'homme ombrageux était tenu par le Premier ministre au regard noir, José Maria Aznar López, qui avait entraîné le pays aux côtés de George W. Bush dans la guerre d'Irak. Quand il ne s'éclaire pas d'un sourire, son visage banal révèle une sorte d'obstination.

L'homme lumineux était incarné par le candidat socialiste José Luis Rodriguez Zapatero, dont le nom évoque le légendaire révolutionnaire mexicain Emiliano Zapata, et dont le regard radieux, le sourire engageant font battre le cœur de toutes les mères espagnoles. Il s'était opposé à l'engagement de l'Espagne dans la guerre d'Irak. « Ses grands yeux bleus et ses sourcils relevés ont valu à José Luis Zapatero (“cordonnier” en espagnol) le surnom de “Bambi” », écrivait le *Stern* dans un portrait de Zapatero le 16 avril 2004. « Son visage juvénile lui donne un air charmant et aimable. De surcroît, il est sportif, élancé et beau garçon. Ses adversaires ont longtemps persiflé : “Le gendre idéal”. »

Après les attentats, la pression s'est accrue sur les candidats et les partis car il ne restait plus que trois jours pour mener une exploitation politique et propagandiste des attaques. Pour cette raison, le public fut témoin d'une lutte implacable autour du « miroir concave psychologique », qui devait d'abord détourner l'énergie émotionnelle, puis la focaliser et, enfin, la diriger contre les adversaires du moment. Comme si des factions se bagarraient autour d'un projecteur géant pour en diriger le faisceau sur un ennemi désigné. Cette lutte était menée moins pour obtenir de vraies informations que pour désigner le vrai « déclencheur ». Au fond, une seule alternative fut prise en compte : les auteurs des attentats étaient soit des « islamistes » radicaux, soit des terroristes de l'ETA.

Déclencheur n° 1 : Les auteurs sont des « islamistes ».

Motif : Vengeance pour la participation de l'Espagne à la guerre d'Irak.

Conséquence : Le camp conservateur est mis sous pression.

Remarque : Cette version a été vigoureusement soutenue par les opposants au gouvernement et a conduit à une forte mobilisation d'électeurs protestataires.

Déclencheur n° 2 : Les auteurs sont des terroristes de l'ETA.

Motif : Lutte contre l'État centralisateur.

Conséquence : La population devient solidaire du gouvernement et des partis gouvernementaux.

Remarque : Cette version a été soutenue par le gouvernement conservateur en fonction.

Dans la discussion qui a précédé les élections, l'éventualité d'un troisième déclencheur n'a pour ainsi dire joué aucun rôle : l'hypothèse selon laquelle les services secrets nationaux ou étrangers « amis » pourraient être à l'origine des attentats. Conséquence possible : une catastrophe pour l'État espagnol.

BASQUES OU ISLAMISTES ?

Si des « islamistes » étaient responsables des attentats, le débat décisif pour le gouvernement sur sa participation à la guerre d'Irak se raviverait, avec des conséquences catastrophiques sur les élections imminentes : telle était la crainte des conservateurs. Si, en revanche, on parvenait à rendre l'ETA responsable, la colère et l'indignation seraient évacuées sur l'ennemi favori de tous les gouvernements centraux espagnols. Dès 9 h du matin, environ une heure et vingt minutes après les explosions, le Président du gouvernement basque Juan José Ibarretxe accusa le groupe terroriste ETA d'être à l'origine des attentats. À 10 h 10, le gouvernement espagnol exprima une position identique.¹ Ces accusations au sens strict du terme sont survenues très vite, avant même que la police s'autorise le moindre commentaire. Car, à ce moment-là, on n'avait pas encore pu commencer à relever les indices : on était toujours largement occupés à sauver des personnes et à surmonter le choc. Il semble que la criminalistique n'intervienne plus dans la lutte contre le terrorisme moderne. On a bien vu chaque fois des équipes de la police technique et scientifique arriver sur les lieux pour s'affairer mystérieusement au milieu d'un grand tapage médiatique. Mais l'attribution des responsabilités s'effectue indépendamment de la criminologie et des techniques scientifiques sérieuses. Sans hésiter, les gouvernements et autres groupes d'intérêts transforment les attentats en arme contre des ennemis réels ou présumés. Si, pour pointer cette arme, on se sert de la découverte de « pistes », qui se révèle efficace dans l'opinion publique, cela ne relève pourtant plus de la criminologie, mais peut-être encore de la psychologie. Quand il est question de pistes, il s'agit de plus en plus souvent de « déclencheurs » comme je l'ai décrit au début. La plupart du temps, ces « pistes » n'ont pas la moindre valeur criminologique, mais elles permettent de donner à l'opinion publique une orientation psychologique et politique durable.

L'attribution de la responsabilité à l'ETA eut lieu plus vite encore que la mise en cause de ben Laden le 11 septembre 2001. Dès 14 h 40, six heures après les attentats aériens, Donald Rumsfeld projetait une attaque contre Oussama ben Laden. À cette époque aussi, il était encore bien trop tôt pour avoir des résultats d'enquête, surtout s'agissant d'une enquête internationale. Et, de fait, certaines voix critiques, tel le journal *Junge Welt* du 13 mars 2004, se demandèrent si le 11 Mars pourrait avoir été « le 11 Septembre d'Aznar ». Ce qui serait, bien sûr, extrêmement équivoque. Car, selon mes recherches, ce sont les États-Unis eux-mêmes qui ont mis en scène les attentats du 11 Septembre 2001 pour les instrumentaliser ensuite à leur avantage.

Revenons à Madrid et aux questions soulevées par l'accusation gouvernementale. Tout d'abord, une attaque de ce type ne correspondait absolument pas à l'ETA, pour autant que l'on puisse savoir quelque chose avec certitude sur cette organisation terroriste. En tout cas, dans le passé, lors des attaques attribuées à l'ETA, ce n'était pas seulement des civils innocents qui étaient touchés, mais il s'agissait en règle générale de responsables ou de fonctionnaires de l'État. S'il arrivait que le danger menace des « civils », l'opinion publique en était normalement avertie par des appels téléphoniques préalables. Cette fois-ci, il n'y avait pas eu d'appel de ce type. De plus, les « traces » présentées plus tard ne correspondaient pas non plus au style de l'ETA. Au lieu de l'explosif Spécial C/Goma2 qui fut soi-disant découvert dans les trains, l'ETA n'employait généralement jusqu'alors que de la « Titadyn ». Même les détonateurs en cuivre placés à Madrid se différenciaient des détonateurs en aluminium que l'ETA utilise habituellement.

De mauvaises cartes, donc, pour le gouvernement, et ce jeu s'avéra encore plus mauvais lorsque l'ETA écarta immédiatement toute responsabilité dans ces attentats. Arnaldo Otegi, chef du parti interdit Batasuna, proche de l'ETA, convoqua promptement une conférence de presse et, dès 10 h 40, devant les caméras de la presse internationale, il contesta toute implication de l'organisation terroriste basque dans les attentats.² Autrement dit : aussi bien le gouvernement que l'ETA faisaient tout pour détourner sur d'autres l'énergie concentrée de colère et d'indignation.

Après cela, la force émotionnelle et politique des attentats était pour ainsi dire « sans maître » et menaçait de vagabonder dans l'espace politique. Quand la tentative d'imputer la responsabilité à l'ETA eut échoué, personne n'était plus sûr du pouvoir psychique destructeur des attentats, et moins encore le gouvernement qui avait entraîné le pays dans la guerre d'Irak. Tandis que les représentants du gouvernement et les partis gouvernementaux essayaient désespérément de fourrer dans la tête de l'opinion publique la version de l'ETA, quelqu'un d'autre avait élaboré un scénario tout à fait différent, qui se mit en marche comme un mécanisme d'horlogerie. On avait préparé un indice sans ambiguïté, et pour plus de sûreté, avait même « collé » en double et en triple l'identité de l'expéditeur sur les attentats :

1. Le premier coup bas pour le gouvernement survint dès 10 h 30, le 11 Mars 2004. À ce moment, une Renault Kangoo fut découverte à la gare Alcala de Henares, point de départ du train de la mort, avec des traces intéressant la police scientifique, à savoir des détonateurs pour explosifs et une cassette contenant des versets du Coran. Le message

était clair : les auteurs des attentats étaient des terroristes islamistes. Mais tel un boxeur qui persévère sans voir venir le KO, le gouvernement s'enveloppa dans le silence. Deux heures plus tard, le ministre de l'Intérieur Angel Acebes déclarait : « Toute tentative pour détourner l'attention de ceux qui sont responsables de l'attentat est inacceptable. » Il interprétait donc la découverte d'indices comme une tentative de diversion et admettait ainsi implicitement que ces indices avaient été placés intentionnellement. C'est seulement à 20 h 26, presque 10 heures après la découverte, que la police confirma qu'en dehors des détonateurs, on avait trouvé dans la Renault Kangoo une cassette avec des versets du Coran. Le ministre de l'Intérieur Acebes admit que l'on ne pouvait plus exclure des responsables autres que l'ETA, mais que l'organisation restait toutefois le principal suspect.

2. À 21 h suivit le coup bas numéro deux. Le journal arabe publié à Londres, *Al-Quds Al-Arabi*, annonça avoir reçu un email de revendication d'al-Qaida. Dans le texte, une « brigade Abu Hafis al-Masri » prétendait être à l'origine des attentats. « L'escadron de la mort est parvenu à pénétrer au cœur des croisés européens et à infliger un coup douloureux à l'un des piliers de la coalition des croisés », déclarait le courriel.

3. Le lendemain, 12 mars, à 18 h 15, le gouvernement dut encaisser le troisième crochet. À la suite d'un coup de téléphone anonyme, la police découvrit, dans une poubelle à proximité d'une mosquée de Madrid, une cassette vidéo sur laquelle un prétendu porte-parole d'al-Qaida revendiquait les attentats.³

Que prouve la présence de détonateurs et de cassettes avec des versets du Coran dans une voiture ? Rien, car n'importe qui peut les y avoir déposés. Que prouve un courriel de revendication adressé à un journal ? Rien non plus, car n'importe qui aurait pu l'écrire. Et que prouve une cassette vidéo sur laquelle quelqu'un revendique les attentats ? Toujours rien, car de tels « aveux » n'ont de valeur que si la personne en question est identifiable, si l'authenticité de la cassette est établie, et si l'aveu est étayé par de sérieuses preuves criminalistiques. Il y a déjà eu de faux aveux dans des cas de crimes tout à fait « ordinaires ».

PERSONNE NE CONNAÎT ABU DUJAN

« Nous déclarons notre responsabilité pour ce qui s'est passé à Madrid exactement deux ans et demi après les attentats sur New York et Washington », déclarait un certain Abu Dujan al-Afgani dans la cassette vidéo trouvée dans une poubelle de Madrid.

« C'est une réponse à votre collaboration avec le criminel Bush et ses alliés. Ceci est une réponse aux crimes que vous avez commis dans le monde, tout particulièrement en Irak et en Afghanistan, et il y aura d'autres [réponses], Dieu le veut. Vous aimez la vie, et nous aimons la mort, ce qui donne un exemple de ce qu'a dit le prophète Mahomet. Si vous ne cessez pas vos injustices, il y aura plus de sang qui coulera, et ces attentats seront minimes comparés à ce qui arrivera et que vous appelez terrorisme.

Ceci est une déclaration du porte-parole militaire d'al-Qaida pour l'Europe, Abu Dujan al-Afgani. »⁴

Un « déclencheur » de première qualité, sauf que personne ne connaissait d'Abu Dujan al-Afgani, ni la police, ni les services secrets, ni les médias, ni qui que ce soit d'autre. Par ailleurs, « vous aimez la vie, et nous aimons la mort » est une formule largement inhabituelle pour un musulman, surtout si de plus, il se réfère au prophète Mahomet, à qui on ne peut pas attribuer de nostalgie excessive de la mort. Les « 72 vierges » bien fatiguées ne sont là que pour les musulmans orthodoxes, non pour les musulmans tueurs, c'est pourquoi cette propagande n'a absolument aucun sens. Enfin, le titre « porte-parole militaire d'al-Qaida pour l'Europe » laisse entendre qu'il s'agit d'une organisation internationale rigoureusement organisée, ce qui, tout le monde le sait, est une fiction.

En tout cas, j'ai montré cette déclaration le 7 mars 2006 à Yavuz Özoguz, du site Internet musulman Muslim-Markt, et lui ai demandé une appréciation. Sa réponse :

« Du point de vue musulman, on remarque que cette al-CIAda* évite toujours le sujet d'Israël [...] Dans la déclaration susmentionnée, Israël n'apparaît pas, bien que, du point de vue islamique, les crimes commis contre le peuple palestinien sont bien plus graves et surtout beaucoup plus durables ! » m'écrivit-il. Une erreur révélatrice. Du point de vue islamique, et surtout « islamiste », Israël représente la racine de tous les

* Note de l'auteur : dénomination humoristique et révélatrice d'al-Qaida par certains contestataires de la version officielle au sujet du 11/9. (G.W.)

maux, raison pour laquelle mentionner cet ennemi sert à la solidarisation et la réassurance réciproques. En revanche, le laisser simplement de côté dans une déclaration de ce type est extrêmement inhabituel. Ce faisant, les prétendus auteurs d'attentats musulmans ne se rapportent pas au système de référence arabo-musulman commun. L'expression « vous aimez la vie, et nous aimons la mort » est également une « absurdité totale », poursuit Yavuz Özoguz. « Si c'est le cas, cela devrait être formulé ainsi : “Vous aimez la vie ici-bas et nous aimons le martyr, car c'est en lui que se trouve la vie éternelle”. Mais il est possible qu'il s'agisse d'une faute de traduction. Dernière remarque : comment devient-on « porte-parole militaire » d'une organisation dans laquelle il n'y a aucune structure, et s'il y en a une, qui la connaît ? »⁵

La vidéo pullule donc de phrases apparemment musulmanes qui peuvent paraître authentiques aux oreilles d'auditeurs occidentaux, mais pas à des personnes qui connaissent le monde musulman. C'est à peu près comme pour la langue des Indiens dans les romans de Karl May, qui semble d'abord joliment fleurie et étrangère. Avant la rédaction, Karl May n'était pourtant jamais allé en Amérique.

Des inepties comparables figurent également dans la lettre de revendication publiée par le journal arabe *Al-Quds*. Voici la traduction du texte produit par la chaîne de télévision arabe Al-Jazira. J'ai demandé également à Yavuz Özoguz de commenter ce document et j'ai inséré ses commentaires entre les passages de la lettre :

« Au nom d'Allah,

Dans sa dernière déclaration, datée du 2 mars 2004 [sur les attentats de Bagdad et Karbala],⁶ la “Brigade Abu Hafs al-Masri” a assuré qu'elle préparait d'autres attaques.

Par cet acte, elle tient parole. L'escadron de la Mort (la brigade Abu Hafs al-Masri) a pénétré avec succès au cœur de l'Europe des croisés pour asséner un coup douloureux à l'un des piliers de la coalition des croisés, l'Espagne. Ces attentats à la bombe sont le règlement de vieux comptes avec l'Espagne des croisés pour sa guerre contre l'islam. »

Y. Özoguz : C'est une vue rétrospective de l'histoire qui ne serait pas venue à esprit des fanatiques musulmans même les plus extrémistes. Contrairement à la chrétienté, il n'y a pas dans l'islam de péché originel, si bien qu'on ne peut ni ne doit punir les descendants pour les crimes de leurs parents.

« Où est l'Amérique pour te protéger aujourd'hui, Aznar ? Qui va vous protéger de nous, la Grande-Bretagne, l'Italie, le Japon et les autres mercenaires ? »

Y. Özoguz : Le Japon ? C'est un peu surprenant, car il faudrait que même l'anti-américanisme japonais soit parvenu jusqu'à USAmā. Mais ce doit justement être la raison pour laquelle (par l'intermédiaire de l'ennemi approprié) il doit être remis dans les rangs. Au demeurant, Israël est toujours aussi remarquablement absent de ces énumérations !

« En frappant les forces italiennes à Nassirya [Irak], nous vous avons envoyé, ainsi qu'aux autres commis exécutoires, un avertissement vous enjoignant de quitter la coalition contre l'islam, mais vous n'avez pas compris le message. À présent, nous l'avons exprimé clairement et espérons qu'il sera compris cette fois. Nous, les Brigades Abu Hafs al-Masri, ne déplorons pas la mort des prétendus civils. Pour eux, il est légitime de tuer nos enfants, nos femmes, les vieux et les hommes en Afghanistan, en Irak, en Palestine et au Cachemire, alors qu'en contrepartie, il nous est interdit d'en faire autant. [Cette déclaration se réfère ensuite à des versets du Coran disant que les musulmans doivent frapper en retour quand ils sont attaqués.] »

Y. Özoguz : Et qu'en est-il de l'assassinat de musulmans dans ces attentats de Madrid ? Est-ce qu'ils ne regrettent pas ça non plus ? Toute la « fable » de l'invention apparaît clairement dans cet exposé. Du point de vue islamique, les attentats terroristes en Espagne sont très certainement des crimes !

« Arrêtez de nous prendre pour cible, libérez nos prisonniers, quittez notre terre, et nous cesserons de vous attaquer. Les peuples des pays alliés des États-Unis doivent faire pression sur leurs gouvernements pour que ceux-ci se retirent immédiatement de la coalition avec l'Amérique contre la terreur [l'islam]. Si vous continuez, nous continuerons aussi [...] Nous vous affirmons que l'escadron du Souffle de la Mort ne tardera pas à vous toucher, et alors vous compterez vos morts par milliers, à la grâce d'Allah [...] Ceci est un avertissement. »

Y. Özoguz : Cette histoire de « Souffle de la Mort », il n'y a probablement que les États-Unis et les journalistes occidentaux qui peuvent la comprendre, pour l'interpréter ensuite comme une attaque au gaz. Dans tout le vocabulaire fleuri de la langue islamique, je ne connais pas cette expression.

« Au cours d'une autre opération, Jund al-Quds [Soldats de Jérusalem] ont pris pour cible une loge maçonnique juive à Istanbul. Trois des plus grands francs-maçons ont été tués, et s'il n'y avait pas eu de problème technique, tous auraient péri. Allah soit loué.

Nous voudrions dire au groupe de Bilal ibn Rabah que la direction approuve sa proposition, et que le travail débutera dès l'arrivée de l'émissaire.

Nous voudrions dire aussi à l'escadron Abu Ali al-Harithi que la direction a décidé que le Yémen serait le troisième borbier pour l'Amérique, idole de notre temps, afin de rappeler à l'ordre le gouvernement [du Yémen] qui collabore [avec les États-Unis] et qui a abandonné l'islam pour devenir second de Musharraf [Président pakistanais].

Ainsi, toutes les cellules doivent être mises en alerte afin que l'opération démarre à [indication codée]. N'oubliez pas de les affaiblir, n'oubliez pas Abu Ali al-Harithi, et n'oubliez pas le cheikh Abd al-Qader Abd al-Aziz [al-Sayyed, imam al-Sharif], l'érudit musulman arrêté trois mois après les attaques du 11 Septembre et livré par le Yémen à l'Égypte.

Nous voudrions demander à ceux qui ont abattu les érudits des sunnites musulmans [oulémas] de s'arrêter là, sinon...

Nous voudrions annoncer aux musulmans du monde que 90 % des préparatifs de l'« Opération Vent de la Mort » en Amérique sont terminés et que l'opération sera réalisée sous peu, à la grâce d'Allah (pour le plaisir des moudjahidine). Les croyants se réjouiront de la victoire d'Allah.

Un avertissement à toutes les nations : tenez-vous éloignées des installations civiles et militaires de l'Amérique et de ses alliés. Allah est grand, Allah est grand. L'islam vient renforcer [les musulmans] et humilier [les infidèles].

Brigade Abu Hafs al-Masri/Al-Qaida, 11 Mars 2004. »

Ce prétendu message de revendication est donc tout à fait absurde :

1. La population espagnole était la seule à avoir depuis longtemps exercé une pression considérable sur son gouvernement pour qu'il « mette fin aussitôt à son alliance avec les États-Unis dans leur combat contre la terreur [l'islam] ». Les attentats sur des civils ne faisaient que « punir » ce comportement.
2. Il fallait effectivement s'attendre à ce que des musulmans aussi trouvent la mort dans ces attentats.
3. L'avertissement : « Évitez d'approcher les établissements civils et militaires de l'Amérique et de ses alliés » ne peut qu'être qualifié de mauvaise blague, car cette définition englobe tous les bâtiments et établissements des États-Unis, qu'ils soient sur leur territoire ou ailleurs. De plus, ce sont tous les équipements civils ou militaires des États alliés qui tombent sous le coup de cette menace, de la caserne en passant par la mairie jusqu'à la piscine.
4. Ici encore, Israël n'est mentionné qu'accessoirement, sous forme des prétendus « francs-maçons ». Pour le reste, les accusations exposées ici sont essentiellement adressées à l'Amérique.
5. La prétendue brigade Abu Hafs al-Masri ne dit pas un seul mot de l'environnement politique de ses attentats, à savoir la proximité des élections législatives en Espagne, comme si l'attaque avait eu lieu à n'importe quel moment. Alors que, comme l'écrivit le *FAZ*, « pour la première fois, [les islamistes] bouleversaient en l'espace de quelques jours la constellation des pouvoirs d'un pays européen » (faz-net, 14 mars 2006).

6. Utiliser des messages de revendication comme déclarations publiques à d'autres groupes de combat est un procédé quelque peu inhabituel.

7. Dans sa signature, la prétendue brigade Abu Hafis al-Masri se réfère à al-Qaïda, comme s'il s'agissait d'une authentique organisation islamiste. Elle reprend ainsi un concept de propagande occidentale. En réalité, al-Qaïda est une organisation fantôme.

C'est donc en soi un verbiage illogique. Comme je le développerai encore dans d'autres passages, des messages de revendication de ce type proviennent fréquemment de services secrets. Dans ce contexte, il est du reste particulièrement curieux que la chaîne arabe Al-Jazira ne se soit pas du tout interrogée sur cette déclaration douteuse et dilettante, reprenant ainsi l'imputation implicite de la responsabilité du monde arabe qui en ressortait.

En cela, Al-Jazira était encore plus crédule que les autorités de sécurité américaines, puisque les services secrets des États-Unis eux-mêmes, qui, d'habitude, ne font pas la fine bouche, ont trouvé à redire sur les revendications de la brigade Abu Hafis al-Masri. Alors qu'ils authentifient ordinairement avec enthousiasme la responsabilité de presque tout groupuscule douteux, tant qu'il ne s'agit que de « fanatiques islamistes », il leur semblait cette fois que quelque chose ne cadrerait pas chez les revendicateurs. Selon le *Washington Post*, un « expert des services secrets des États-Unis » rappela que cette « brigade » avait déjà envoyé à plusieurs reprises de faux messages de revendication.

« Il n'est même pas certain, écrivait le *Post*, que ces groupes appartenant soi-disant à al-Qaïda existent réellement et ne soient pas simplement une invention propagandiste. »⁷ L'agent américain admet ainsi qu'il arrive que des groupes de ce type soient inventés aux seules fins de la propagande. À condition que la personne citée existe réellement.

Toujours est-il que ces découvertes n'étaient pas une bonne nouvelle pour le Premier ministre Aznar et son Partido Popular qui, trois jours plus tard, voulaient remporter les élections (lui-même n'étant plus candidat). Car, aussitôt après un attentat, personne, en règle générale, et encore moins les médias, ne se préoccupe officiellement de réflexions nuancées. Et c'est ainsi que l'islam (les versets du Coran) fut associé aux attentats (détonateur). Le gouvernement était rattrapé par son soutien sans condition aux États-Unis dans la guerre d'Irak, qui s'était heurté à une résistance acharnée de la population. L'attentat pouvait être interprété comme une réponse à la participation à la guerre contre l'Irak.

De cette triple « revendication », on pouvait avant tout conclure que le déclencheur numéro un (les « islamistes » étaient les coupables) devait être doublement ou triplement établi. On pouvait peut-être laisser tomber une ou deux de ces indications (ce qui a été tenté, du reste), mais pas les trois à la fois. D'autant moins qu'elles ne provenaient pas d'un lieu unique, mais qu'elles avaient été récupérées en différents endroits dans le réseau de recherches : près d'une gare (la Renault Kangoo), dans une mosquée (cassette vidéo) et auprès d'un journal étranger (courriel de revendication). Les auteurs des attentats voulaient être sûrs que des terroristes islamistes soient accusés et que le gouvernement se retrouve pris au piège. L'arrière-plan islamiste semblait conforter tous ceux qui avaient toujours mis l'Espagne en garde contre sa participation à la guerre d'Irak. Et parmi ceux-ci, naturellement, en tout premier lieu, « Bambi », le candidat socialiste Zapatero.

Les répercussions des attentats sur les élections qui eurent lieu trois jours plus tard furent sans surprise. Alors qu'auparavant, tous les sondages donnaient le PP d'Aznar gagnant, le 14 mars 2004, le parti s'effondra, n'obtenant plus que 37,64 % des voix. Le grand gagnant était le PSOE de Zapatero, avec 42,64 % des suffrages. Le 16 avril 2004, le Parlement espagnol élisait « Bambi » Zapatero au poste de Premier ministre avec 183 voix sur 350. Peu de temps après, Zapatero retirait les troupes espagnoles d'Irak.

On pourrait en fait s'en tenir là : le bien l'avait emporté, les Espagnols ne participaient plus à la sale guerre d'Irak, et tout semblait rentré dans l'ordre. Mais il demeurerait un petit détail : qui avait donc véritablement commis les attentats ? Car le problème n'était pas seulement que le gouvernement Aznar ait menti quant à la prétendue participation de l'ETA. La version islamiste n'était pas plus convaincante, et les soi-disant responsables islamistes étaient tout au plus des fantômes.

DISPARUS DANS UNE EXPLOSION

Pour les autorités de sécurité espagnoles, tout était clair d'emblée. Dès le 3 avril 2004, la police espagnole avait découvert quelques suspects dans le quartier madrilène de Leganès. Et quand elle organisa le siège chez les présumés poseurs de bombes, ceux-ci se suicidèrent en se faisant exploser, selon la version officielle, en tout cas. Pour le ministre de l'Intérieur espagnol, l'affaire était réglée : « Le noyau du groupe qui a exécuté les

attentats soit se trouve en prison, soit est mort lors du suicide de samedi », déclara Acebes. La presse allemande, elle aussi, clôtura sagement le dossier : « Les attentats du 11 Mars, qui ont provoqué la mort de 191 personnes à Madrid, sont totalement élucidés », annonça par exemple le *Wiesbadener Kurier*, se référant à la DPA, l'agence de presse allemande. « Le Tunisien Serhane ben Abdelmajid (35 ans), considéré comme le cerveau des attentats, et quatre autres terroristes islamistes se sont fait exploser samedi lors d'une descente de police. Le noyau de la cellule terroriste est ainsi démantelé, a annoncé hier le ministre de l'Intérieur espagnol Angel Acebes. Soit les principaux coupables ont trouvé la mort, soit ils ont été arrêtés ou du moins identifiés. » Et la remarque presque incontournable : « En outre, d'autres attentats ont été déjoués. »⁸

Voilà comme elles sont, nos autorités de sécurité. Toujours partie prenante de la solution, jamais du problème. Certes, il est bien possible que de nouveaux attentats soient commis, mais ont-elle une idée du nombre d'attaques évitées ? Est-ce qu'en tant que citoyen, on peut à nouveau emprunter tranquillement le bus ou le métro ? Pas vraiment. Car le couvercle du dossier ne s'est pas laissé refermer aussi facilement. On avait beau appuyer dessus, il y avait toujours des bras et des jambes qui dépassaient. Et si on tirait, c'était une quantité d'agents de l'État, d'espions et de provocateurs qui apparaissait, et il y en avait tellement qu'ils ne tardèrent pas à représenter la majeure partie des suspects. Sur 11 suspects arrêtés au début de l'été 2004, il y avait effectivement 5 espions des forces de sécurité,⁹ pas mal !

Il arrive aussi qu'il y ait quelques pyromanes parmi les pompiers.¹⁰ C'est exactement la même chose en ce qui concerne l'État et ses autorités de sécurité. Sans terrorisme et sans attentat, personne n'aurait besoin de l'État. Et surtout pas de ses « organes » douteux. Pour l'État, la guerre et les attentats ont toujours été constituants (voir les États-Unis). Peut-être vous souvenez-vous de cette période de rêve au cours de laquelle l'Allemagne ne disposait pas d'un gouvernement capable d'agir ? L'ancien gouvernement, avec son perpétuel Agenda 2010 à propos du terrorisme, n'existait plus, et le nouveau, sous Angela Merkel, n'avait pas encore commencé à gâcher l'ambiance. Quelle époque ! Tandis que Merkel, Stoiber et Müntefering se battaient pour avoir la place, ils avaient perdu de vue leur proie proprement dite – le citoyen –, et un véritable soupir de soulagement parcourut le pays. Pourtant, trois jours après l'entrée en fonction d'Angela Merkel, c'en était fini. Susanne Osthoff était enlevée en Irak. Puis ce fut Jürgen Chrobog. Et ensuite deux ingénieurs allemands. Pendant ce temps, en plus, la grippe aviaire se déclencha (précisément devant les portes de l'institut fédéral qui

avait fait des expériences sur le virus). Réunions de crise et conférences de presse se succédèrent : Seigneur... à quel point nous avons quand même besoin de ce gouvernement ! Mais pour moi, personne n'a besoin de ce gouvernement. Est-ce qu'il ne nous dépouille pas de ce qu'il nous reste de vitalité et d'argent ? Bien sûr qu'il le fait. Le problème est qu'il ne fait pas le travail pour lequel il est payé (à savoir gouverner correctement notre pays), et qu'il n'est pas payé pour le travail qu'il fait (mener des guerres, restreindre les libertés, augmenter les impôts). Je dirai : en route pour les poubelles de l'Histoire !

DES RELENTS NAUSÉABONDS

Mais revenons à Madrid. Là-bas, les attentats du 11 Mars 2004 ne tardèrent pas à déclencher le scandale. On annonça que José Emilio Suarez Trashorras, l'homme qui, selon les communiqués, avait volé dans une mine les explosifs avec lesquels 191 personnes avaient été tuées et 1 500 autres, blessées, était un indicateur de la police nationale. Et le propriétaire d'une téléboutique d'où les téléphones portables utilisés pour l'explosion des bombes auraient été manipulés faisait partie jusqu'en 1989 de la police nationale. D'après le journal *El Mundo*, c'est le fonctionnaire espagnol qui est le mieux « informé » sur les cellules islamistes en Europe. Naturellement, on peut aussi le formuler de cette manière. Ou bien, comme la *Junge Welt* en mars 2005 : « Encore un complot intérieur ? »

Selon « des communiqués non démentis, il serait directement impliqué dans les frappes sur les trains de banlieue qui, il y a un an, ont coûté la vie à 192 [sic !] personnes dans la capitale espagnole [...] Différents espions de la police nationale avaient livré pour le 11 Mars les explosifs qui furent transmis aux islamistes par un espion de la Guardia Civil. Un autre indicateur de la Guardia Civil avait mis en garde contre le trafic d'explosifs, une bande enregistrée à ce sujet a disparu. L'enregistrement explique aussi comment les trafiquants d'explosifs se sont informés sur les moyens de transformer un téléphone portable en détonateur. Par ailleurs, des agents des services secrets CNI étaient probablement en contact avec le cercle des auteurs des attentats. »¹¹

« On sait depuis longtemps, écrivit Ralf Streck dans *Telepolis*, que les attentats n'auraient pas eu lieu sans les affidés de la police nationale qui ont procuré les explosifs et les ont livrés par l'intermédiaire d'un espion de la Guardia Civil aux islamistes. Les services secrets CNI avaient des

contacts jusque dans l'entourage direct des auteurs d'attentats, et la police contrôlait les cerveaux des attentats madrilènes par l'intermédiaire de l'espion Cartagena. »²

La police contrôlait donc les cerveaux des attentats madrilènes. Cela ne peut surprendre que les partisans de la thèse de « l'ennemi extérieur ». En réalité, il vient de l'intérieur, de l'appareil de sécurité lui-même, et pas seulement en Espagne. Ce n'est donc pas l'ennemi de l'État qui pose problème, mais l'État ennemi. Depuis le 11 Septembre 2001, les États ont définitivement cessé de protéger leurs citoyens. Ils ne se considèrent absolument pas comme des entreprises de services dont la mission consiste à permettre à leurs citoyens de mener une vie sûre et la plus agréable possible. Les États et les gouvernements sont plutôt devenus des monstres voraces qui saignent leur population, jusqu'à la moelle. C'était une bonne chose qu'en Espagne, au moins, « Bambi » soit désormais au pouvoir avec ses socialistes pour enfin éclaircir toute l'affaire. Mais, surprise : il n'en ressortit rien. Au lieu de cela, tout comme aux États-Unis après le 11 Septembre, on mit en place une commission d'enquête parlementaire. Pourquoi « au lieu de cela » ? Tout simplement parce que des « commissions d'enquête » de ce genre ont avant tout trois missions :

1. amortir et canaliser la morosité publique,
2. cimenter la version officielle,
3. donner l'impression que l'affaire est élucidée.

Autrement dit, ce n'est pas une question d'information, mais de « déclencheur ». Et effectivement, la « commission d'enquête » espagnole aussi se distingua avant tout par des artifices tactiques et des manœuvres de retardement. Surprenant : la guerre qui faisait rage autour des attentats avant les élections se poursuivit également après. Plus surprenant encore : les trucages provenaient moins des députés du PP d'Aznar, qui avait été désavoué, que du PSOE de Zapatero. Comprenne qui veut. Pourquoi étaient-ce précisément les « M. Propre » de gauche qui voulaient empêcher l'élucidation des attentats du 11 Mars 2004 ?

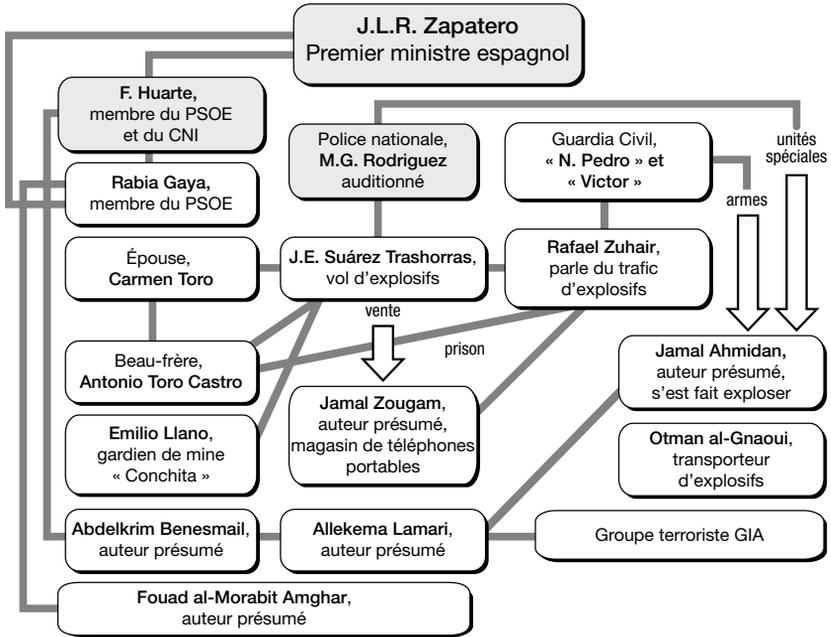
Premièrement, la thèse islamiste convenait tout à fait aux socialistes. Pour être cynique : ces attentats étaient un don du ciel. La piste islamiste était indissociable de la prise de pouvoir des socialistes et associée à l'image lumineuse de leur leader et Premier ministre. Pour les élections en vue, elle avait été exactement le bon déclencheur psychologique pour porter les socialistes au pouvoir. Que des islamistes soient présumés responsables étaient pour le parti socialiste un précieux trésor politique auquel il tenait comme à la prunelle de ses yeux. Tout de même, il est frappant que les

socialistes, soi-disant si propres, opposent une vive résistance à éclaircir les dessous des attentats. Se pourrait-il qu'ils ne soient pas assis sur un trésor politique, mais plutôt sur un énorme tas d'ordures ?

Car il n'y avait pas que des espions, des policiers et des agents peu ragoûtants impliqués dans cette affaire. Au contraire, selon certaines informations, un socialiste éminent entretenait aussi des contacts avec certains des présumés coupables. Il s'agissait de Fernando Huarte. Il n'aurait pas seulement travaillé pour le CNI, impliqué dans les attentats, mais il aurait aussi eu des contacts avec des auteurs présumés comme Fouad al-Morabit Amghar et Abdelkrim Benesmail. Il paraît que ce dernier connaissait aussi Rabia Gaya, ami de Huarte et homme du PSOE. À partir de là, on n'était plus loin des autres auteurs, y compris Jamal Ahmidan, qui s'était fait exploser lors de la descente de police.¹³

À ce propos, pour une explosion, il faut bien sûr des explosifs. Et c'est encore dans une mine qu'on les trouve le plus facilement. Où sont situées la plupart des mines en Espagne ? Dans la région autonome des Asturies, entre le golfe de Biscaye et les montagnes cantabriques. C'est précisément dans une mine comme celles-là que travaillait José Emilio Suarez Trashorras, l'espion de la police nationale cité plus haut. Il aurait volé l'explosif et l'aurait revendu au suspect Jamal Zougam. Et, comme par hasard, ledit socialiste Fernando Huarte avait les meilleurs contacts avec les ouvriers des mines asturiennes, puisqu'il était le patron des syndicats d'ouvriers des mines et des chantiers navals. Selon le magazine *El Confidencial Digital*, Huarte n'était pas seulement syndicaliste dans les chantiers navals des Asturies, il jouait aussi un rôle important dans l'« incontrôlable et belliqueux syndicat d'ouvriers des mines SOMA-UGT » (Sindicato de los Obreros Mineros de Asturias). Le patron de ce syndicat, Manuel Fernandez « Lito », avait lui aussi un faible pour un politicien socialiste qui, grâce à son soutien, allait devenir secrétaire général des socialistes espagnols. Huarte connaissait également cet homme, avec qui il avait déjà fait la fête quand celui-ci était encore un simple député de province. En 2004, grâce aux attaques terroristes exécutées à l'aide des explosifs provenant des mines asturiennes, l'ami de Huarte, José Luis Rodríguez Zapatero, devenait Premier ministre.

Une photo prise deux jours avant les attentats, lors d'un meeting électoral, montre le futur Premier ministre Zapatero entre l'homme du PSOE, Rabia Gaya, et l'homme des services secrets, Fernando Huarte, les deux socialistes supposés être en contact avec les auteurs présumés des attentats. Se pourrait-il que tous les deux aient un peu outrepassé leur mission ? Selon mes informations, ils faisaient/ont partie du groupe de



Les étranges contacts de Rodriguez Zapatero, selon les informations de Telepolis

sécurité de Zapatero, composé naturellement de membres éprouvés et intimes du PSOE. Les socialistes espagnols sont-ils alors impliqués d'une manière ou d'une autre dans les attentats ? Ou bien les ont-ils seulement utilisé à leurs propres fins en mettant en place tellement d'indices que l'on ne pouvait plus ignorer la « variante islamiste » ?

Toujours est-il que, dans la commission d'enquête parlementaire sur les attentats, les hommes du PSOE ont bétonné de toutes leurs forces. Ils ont délibérément refusé de convoquer Huarte, l'homme des services secrets et relation de Zapatero, et ont plutôt essayé d'enterrer la commission. « Étant donnés les derniers développements, le président du PP Mariano Rajoy reproche au gouvernement de ne pas être intéressé par des informations précises et de vouloir cacher quelque chose. Si Huarte ne devait pas être convoqué devant la commission d'enquête, Rajoy considère que la crédibilité de Zapatero est tombée au point zéro. »¹⁴

Il est possible que cela n'ait guère posé de problèmes à ce dernier. De toute façon, il était déjà Premier ministre. Jusqu'à aujourd'hui, en tout cas, l'écurie dans laquelle les attentats ont été manigancés, planifiés, et d'où ils ont finalement été mis à exécution n'est toujours pas nettoyée. Tout comme aux États-Unis après le 11 Septembre, la « commission d'enquête » ne put

ou ne voulut pas non plus éclairer les zones d'ombre. De même qu'aux États-Unis, les victimes et proches de victimes se plaignent encore des « investigations » grotesques, et les personnes concernées exigent toujours une enquête indépendante sur les attentats. De même encore, beaucoup de victimes et de familles n'accordent plus aucune valeur à d'hypocrites cérémonies commémoratives. Lors de celle de mars 2006, des associations de victimes refusèrent d'écouter les discours des officiels. Nombreux furent ceux qui n'assistèrent pas à la cérémonie. Le juge chargé de l'enquête mit quelques suspects en accusation uniquement après qu'un délai lui ait été fixé au 10 avril 2006. L'accusation de dernière minute porte sur 191 meurtres et 1 755 tentatives de meurtre.

Au nombre des accusés figure aussi un Espagnol qui aurait procuré les explosifs. Reste à savoir si l'accusation aboutira un jour à des jugements, car le Parquet continue à essayer de gagner du temps. Bien que le procès fleuve doive s'achever en avril 2008 (sinon la compétence pénale de l'État expire), il ne commencera qu'au début de l'année 2007. À l'occasion du deuxième anniversaire des attentats, la *FAZ* notait :

« La gare d'Atocha, qui, pleine de bougies, de larmes et de fleurs, était devenue à l'époque un lieu de pèlerinage, n'est à nouveau plus qu'une gare. À l'endroit où les Madrilènes avaient accroché au mur leurs poèmes, leurs imprécations et leurs déclarations d'amour manuscrites aux victimes, il n'y a plus maintenant que deux écrans électroniques avec un clavier. Ils invitent les passants à y enregistrer un "message de solidarité". »

Le deuil, le désarroi, mais aussi la colère contre les structures sinistres qui sont derrière les attentats doivent donc être évacués à l'endroit convenu dans le circuit électronique d'un ordinateur. « Mais ici aussi, la solidarité semble déjà avoir fait place à la partialité implacable », écrit la *FAZ*. « Une jeune femme écrit : "Aznar est responsable de tout. Lui seul." Et un père dicte lettre par lettre à son fils qui vient tout juste d'entrer à l'école les phrases suivantes : "Nous ne savons toujours pas exactement qui c'était. Mais nous savons pourquoi. Et aussi que tout cela n'a profité qu'aux socialistes" ».¹⁵